



Orban: la décision d'adhésion de l'Ukraine à l'UE «a mis fin à l'unité européenne»

Par [Philippe Rosenthal](#)

Mondialisation.ca, 21 décembre 2023

[Observateur continental](#)

Région : [L'Europe](#), [Russie et CEI](#)

Analyses: [UKRAINE](#)

Un accord germano-hongrois a eu lieu. Pour Viktor Orban, la décision d'adhésion de l'Ukraine à l'UE «a mis fin à l'unité européenne dans le cas de l'Ukraine» et la Hongrie refuse de payer les mauvaises décisions de Bruxelles.

Le leader politique hongrois a donné sa position dans un entretien au quotidien *Mandiner*. L'UE avait le 14 décembre dernier décidé de l'adhésion de l'Ukraine alors que le Premier ministre hongrois se trouvait en dehors de la salle. La Hongrie, pointant l'irresponsabilité et la dillettante de l'UE, dénonce les conséquences financières et économiques d'une mauvaise décision concernant les négociations d'adhésion de ce pays ruiné par le conflit actuel. Au delà, l'UE viole simplement le droit européen.

La décision de l'UE de faire adhérer l'Ukraine au bloc signe la fin de l'unité européenne. «Nous ne paierons pas le prix des mauvaises décisions prises à Bruxelles», a [affirmé](#) Viktor Orban dans l'entretien au quotidien *Mandiner*. Sur la question de la décision de l'UE d'ouvrir des négociations d'adhésion avec Kiev, sachant que la décision a finalement été prise, mais sans les Hongrois, Viktor Orban répond: «L'Ukraine n'est pas en mesure d'entamer des négociations avec l'UE, mais elle le souhaite néanmoins pour des raisons politiques. Pendant huit heures, j'ai convaincu les autres membres du Conseil européen de ne pas le faire, la décision est inopportune. Je n'ai pas réussi à les convaincre. La question était, donc, de savoir s'ils pouvaient imposer leur position à la Hongrie. Ils ne pouvaient pas. Cela a mis fin à l'unité européenne dans le cas de l'Ukraine».

Orban choisit la solution du général de Gaulle. «Ils ont dit qu'ils étaient vingt-six et que j'étais seul. Leur argument décisif était que la Hongrie ne perdrait rien dans cette mesure puisque tous les parlements nationaux auront le dernier mot en matière d'adhésion. En outre, entre-temps, un processus pluriannuel s'ensuit, au cours duquel le gouvernement hongrois dispose d'environ soixante-quinze possibilités d'y mettre un terme. Finalement, dans le cadre d'un accord germano-hongrois, il a été décidé que la Hongrie ne participerait pas à cette mauvaise décision et n'en assumerait pas la responsabilité. Nous avons choisi la solution du général de Gaulle», a martelé le Premier ministre hongrois.

À la question de savoir, «pourquoi la Hongrie a-t-elle finalement opposé son veto à l'envoi d'argent supplémentaire en Ukraine?», le leader hongrois, rétorque: «C'est cinquante milliards d'euros. De plus, l'Union européenne devrait à nouveau emprunter pour ce nouveau soutien. Nous avons des expériences particulièrement mauvaises dans ce genre, rappelons-nous juste l'échec du fonds de relance économique post-Covid. Nous ne pouvons

pas supporter les conséquences financières et économiques d'une mauvaise décision concernant les négociations d'adhésion, que ceux qui ont pris cette mauvaise décision en paient le prix! La Hongrie serrera toujours le frein à main lorsque nos intérêts nationaux sont lésés».

L'UE montre sa voie non démocratique et la violation des accords européens. Avant la réunion des 27 Etats de l'UE, la présidente de la Commission européenne a clairement [annoncé](#) qu' une voie sans la Hongrie, qui est jusqu'à présent le seul pays à faire obstacle, n'est pas exclue.

Alternatives au règles de l'UE. «Nous travaillons bien sûr très dur pour parvenir à un résultat dans lequel il existe un accord entre les 27 États membres», a poursuivi von der Leyen. «Mais je pense qu'il est désormais également nécessaire de travailler sur les alternatives possibles afin d'avoir une solution opérationnelle au cas où un accord à 27 à l'unanimité ne serait pas possible». Pourtant, le texte du Conseil européen [stipule](#) clairement que la demande d'adhésion d'un État à l'UE «doit être acceptée par tous les États membres de l'UE» tout comme les négociations formelles d'adhésion. Et, ce nouvel État [doit](#) «respecter et promouvoir les valeurs inscrites à l'article 2 du Traité sur l'Union européenne (dignité humaine, liberté, démocratie, égalité, État de droit, droits de l'homme ...). D'ailleurs, est-ce que l'Ukraine est encore un État avec le conflit sanglant et [la corruption?](#)

Mandiner souligne que «les États-Unis enverraient de moins en moins d'aide à l'Ukraine et, selon les analystes, ils transféreraient le financement du conflit vers l'Europe». Selon le quotidien hongrois, cette adhésion au forcing, violant les lois européennes, a pour but de faire peser à l'Europe le financement total du conflit. L'ordre d'intégrer l'Ukraine à l'UE serait une décision US. Viktor Orban rapporte qu' il «s'agit de spéculations, mais cela ne peut être exclu. La question est de savoir pourquoi de telles spéculations peuvent surgir. Parce que l'Ukraine est en train de perdre. Une telle chose ne se produirait même pas s'ils marchaient autrement sur le chemin de la Victoire». L'UE est, donc, totalement inféodée aux Etats-Unis.

Piège. «Le moment viendra où les dirigeants européens devront eux aussi dire à leurs électeurs qu'ils se sont trompés et qu'il faudra payer des milliards d'euros supplémentaires. Il n'y a aucun moyen de sortir de ce piège. Dès le début, nous avons suggéré de nous concentrer sur le cessez-le-feu, d'essayer d'entamer des négociations de paix et de ne pas nous bercer d'illusions. Je ne vois aucun argument convaincant selon lequel la poursuite de la stratégie actuelle apporterait une victoire militaire à l'Ukraine, mais des centaines et des milliers de personnes meurent chaque jour. Il s'agit d'un conflit rude, comparable à la cruauté des batailles de la Première et de la Seconde Guerre mondiale. Sans oublier qu'il y a eu aussi des moments où une escalade nucléaire ne pouvait être exclue», conclut le Premier ministre hongrois.

Philippe Rosenthal

La source originale de cet article est [Observateur continental](#)
Copyright © [Philippe Rosenthal](#), [Observateur continental](#), 2023

Articles Par : [Philippe Rosenthal](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca